

Apports des logiciels d'e-gouvernance à la transparence dans l'administration publique en RDC.

[The Role of E-Governance Software in Enhancing Administrative Transparency in the Democratic Republic of Congo].

¹Dr. MUNENE TSHEMBE DIMITRI.

¹Département de Réseaux Informatiques de l'École Supérieure des Métiers d'Informatique et de Commerce (ESMICOM), Spécialiste en IoT et Intelligence Artificielle.

Abstract

This study examines the contributions of e-governance software to administrative transparency in the DRC. By automating administrative processes, these digital tools enhance access to public information, reduce corruption opportunities, and strengthen citizen participation. The analysis shows that e-governance software can transform public administration, build citizen trust, and improve institutional performance. However, their adoption in the DRC faces challenges such as political reluctance, limited digital infrastructure, and public skepticism toward technology. The study recommends practical solutions, including strengthening digital infrastructure, training civil servants, raising public awareness, and establishing a legal framework to protect data and enhance cybersecurity. It also highlights the importance of international collaboration to support the digital transition and to assess the long-term impact of e-governance software on transparency. By adapting these recommendations to its sociocultural realities, the DRC can leverage e-governance to build a more transparent, efficient, and equitable public administration.

Keywords : Role, E-governance, Administrative transparency, ICT, Transparency, Digital infrastructure, Public governance, DRC, Etc.

Date of Submission: 15-12-2024

Date of acceptance: 31-12-2024

I. Introduction

La transparence est l'un des piliers fondamentaux de la bonne gouvernance. Elle garantit une administration publique redevable, légitime et efficace. En République Démocratique du Congo (RDC), cependant, la transparence administrative reste un défi majeur. L'administration publique congolaise est souvent perçue comme opaque, inefficace et minée par la corruption systémique. Selon le classement annuel de Transparency International, la RDC figure régulièrement parmi les pays les plus corrompus au monde, ce qui reflète un déficit structurel dans la gestion publique [1]. Cette situation engendre une perte de confiance des citoyens envers les institutions publiques et constitue un obstacle majeur au développement socio-économique du pays. Les technologies numériques, et plus précisément les logiciels d'e-gouvernance, offrent une opportunité inédite pour transformer la gouvernance publique en RDC.

L'e-gouvernance implique l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour rendre les processus administratifs plus accessibles, efficaces et transparents [2]. Ces outils numériques, tels que les plateformes de gestion budgétaire, les portails en ligne pour les services publics et les systèmes de suivi des performances, permettent de réduire les opportunités de corruption, d'améliorer l'accès à l'information publique et de renforcer la participation citoyenne [3]. Leur adoption a prouvé son efficacité dans plusieurs pays africains tels que le Kenya et le Rwanda, où ils ont permis de moderniser l'administration et d'accroître la redevabilité publique. La transparence administrative ne se limite pas à une exigence éthique ; elle est aussi une condition essentielle pour le développement durable. Dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies, l'objectif 16 des Objectifs de Développement Durable (ODD) insiste sur la nécessité de construire des institutions efficaces, responsables et transparentes [4]. Pour la RDC, intégrer les TIC dans la gouvernance pourrait non seulement améliorer les performances administratives, mais aussi accélérer la réalisation des ODD en créant un climat de confiance et en stimulant les investissements économiques.

Cet article vise à analyser de manière approfondie les apports des logiciels d'e-gouvernance dans l'amélioration de la transparence administrative en RDC. Plus précisément, il s'agira de mettre en lumière les mécanismes par lesquels ces technologies peuvent rendre les processus décisionnels plus ouverts, réduire les opportunités de malversations et améliorer l'accès des citoyens à l'information publique. En outre, cet article cherche à identifier les défis et limites liés à l'adoption de ces technologies dans le contexte spécifique de la RDC. Ces défis peuvent inclure des obstacles institutionnels, des contraintes technologiques ou encore des résistances culturelles. À travers cette analyse, l'objectif est de proposer des recommandations adaptées pour une mise en œuvre réussie des initiatives d'e-gouvernance dans le pays.

Pour atteindre ces objectifs, cet article adopte une approche méthodologique basée sur une revue de la littérature scientifique et des rapports institutionnels pertinents. Les données proviennent de journaux académiques, de publications d'organisations internationales comme la Banque Mondiale, l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et Transparency International, ainsi que d'études de cas de pays africains ayant mis en œuvre des projets d'e-gouvernance [5,6]. La portée géographique se concentre sur la RDC, tout en intégrant des comparaisons avec d'autres pays africains présentant des défis similaires, tels que le Nigéria et l'Ouganda. Ces comparaisons permettront d'identifier les meilleures pratiques et les leçons applicables au contexte congolais. En termes de cadre temporel, l'analyse couvre les développements récents en matière d'e-gouvernance, en mettant un accent particulier sur les initiatives entreprises au cours des deux dernières décennies.

Cette étude revêt une importance cruciale dans le contexte actuel de la RDC, où les attentes citoyennes en matière de transparence et de bonne gouvernance sont croissantes. En effet, plusieurs initiatives nationales et internationales visent déjà à moderniser l'administration publique congolaise. Par exemple, la stratégie nationale pour la numérisation et la mise en place de plateformes comme "e-RDC" témoignent d'une volonté politique naissante d'intégrer les TIC dans la gouvernance publique [7]. Cependant, ces initiatives restent à un stade embryonnaire et sont souvent confrontées à des défis structurels qui limitent leur impact. En explorant les opportunités offertes par les logiciels d'e-gouvernance, cet article peut contribuer à combler une lacune importante dans la littérature existante. Les recherches sur l'e-gouvernance en Afrique subsaharienne sont encore limitées, et celles qui se concentrent spécifiquement sur la RDC sont rares. Ainsi, cette étude offre une analyse novatrice et contextualisée, pouvant servir de base pour guider les décideurs politiques, les bailleurs de fonds et les acteurs de la société civile dans leurs efforts pour promouvoir la transparence. Dans un contexte mondial où la transformation numérique devient un impératif stratégique, cette étude met en lumière la quintessence de l'e-gouvernance en tant que levier essentiel pour surmonter les dysfonctionnements chroniques de l'administration publique en RDC. Elle vise également à démontrer comment ces outils peuvent renforcer la participation citoyenne, stimuler le développement économique et renforcer la gouvernance démocratique, répondant ainsi aux aspirations des Congolais pour un avenir plus juste et équitable.

II. Concepts clés et cadre théorique.

2.1 Définition de l'e-gouvernance

L'e-gouvernance, ou gouvernance électronique, peut être définie comme l'utilisation stratégique des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour transformer les processus administratifs et les relations entre les citoyens, les entreprises et le gouvernement. Elle vise à améliorer l'efficacité, la transparence et la participation dans la gestion publique en exploitant des outils numériques pour simplifier et moderniser les services publics [1]. Concrètement, elle englobe des systèmes variés allant des plateformes de paiement électronique pour les taxes, aux portails citoyens permettant d'accéder à des informations publiques ou de déposer des plaintes. Il est essentiel de différencier l'e-gouvernement et l'e-gouvernance. Alors que l'e-gouvernement se concentre principalement sur la numérisation des services publics existants (par exemple, la création de portails pour délivrer des permis), l'e-gouvernance adopte une perspective plus large en cherchant à transformer la relation entre les citoyens et le gouvernement. L'e-gouvernance met l'accent sur la participation citoyenne et l'inclusion dans les processus décisionnels, ce qui la rend plus ambitieuse et complète dans ses objectifs [2]. Cette distinction est cruciale pour comprendre les impacts potentiels des technologies numériques sur la transparence administrative, en particulier dans des contextes comme celui de la République Démocratique du Congo (RDC), où les institutions publiques doivent simultanément moderniser leurs processus et rétablir la confiance des citoyens.

2.2 Transparence dans l'administration publique

La transparence dans l'administration publique peut être définie comme la capacité d'un gouvernement à partager de manière proactive des informations fiables, accessibles et complètes sur ses activités, ses décisions

et ses finances [3]. Elle implique que les citoyens disposent des moyens nécessaires pour suivre et comprendre les actions des autorités publiques, favorisant ainsi la responsabilité et la redevabilité.

L'importance de la transparence réside dans son rôle central dans la lutte contre la corruption. La corruption, définie comme l'utilisation abusive du pouvoir public à des fins privées, prospère généralement dans des environnements opaques où les citoyens n'ont pas les outils nécessaires pour surveiller les actions des gouvernants [4]. En rendant les informations publiques facilement disponibles et en automatisant les processus administratifs, la transparence réduit les opportunités de corruption. Elle permet également d'identifier et de sanctionner plus facilement les comportements inappropriés, contribuant ainsi à une meilleure utilisation des ressources publiques. Dans un contexte comme celui de la RDC, où les systèmes de contrôle traditionnels se sont avérés inefficaces, la transparence administrative devient une priorité pour rétablir la confiance entre le gouvernement et les citoyens. Les TIC, et en particulier les logiciels d'e-gouvernance, offrent des opportunités concrètes pour promouvoir cette transparence en fournissant des données en temps réel et en automatisant des processus critiques tels que la gestion budgétaire ou les achats publics [5].

2.3. Logiciels d'e-gouvernance

Les logiciels d'e-gouvernance constituent des outils technologiques essentiels pour concrétiser les objectifs d'e-gouvernance. Ils couvrent une variété de fonctions destinées à améliorer l'efficacité, la transparence et la participation dans l'administration publique. Voici les principales catégories de logiciels d'e-gouvernance et leurs usages spécifiques :

1. *Logiciels de gestion budgétaire* : Ces outils permettent une planification et un suivi rigoureux des dépenses publiques. Par exemple, le système Integrated Financial Management System (IFMIS), largement utilisé en Afrique, offre une transparence accrue en automatisant la gestion des finances publiques et en permettant un audit rapide des dépenses [6].
2. *Portails de services publics en ligne* : Ces plateformes centralisent les services destinés aux citoyens, comme le paiement des taxes, la délivrance de permis ou encore les demandes administratives. L'utilisation de tels portails, comme celui du Kenya (e-Citizen), facilite l'accès aux services publics tout en réduisant les risques de corruption liés aux interactions en face à face [7].
3. *Bases de données gouvernementales* : Les bases de données électroniques permettent de stocker et de gérer des informations critiques, telles que les registres de propriété, les documents fiscaux ou les informations électorales. Par exemple, en RDC, une numérisation des registres fonciers pourrait réduire les conflits liés à la propriété et améliorer la collecte des taxes [8].
4. *Systèmes de suivi et d'évaluation* : Ces outils permettent de surveiller les performances des projets publics en temps réel. Les tableaux de bord numériques, utilisés dans plusieurs pays africains, offrent une visibilité complète sur la progression des projets et permettent d'identifier rapidement les retards ou les irrégularités [9].

Les logiciels d'e-gouvernance, bien que variés dans leur application, partagent un objectif commun : renforcer la transparence en automatisant les processus administratifs et en limitant les interventions humaines, souvent sources de corruption.

2.4. Théories pertinentes

L'analyse des impacts des logiciels d'e-gouvernance sur la transparence en RDC s'inscrit dans le cadre de plusieurs théories fondamentales, notamment :

1. *Théorie de la bonne gouvernance* : Cette théorie met en avant les principes de transparence, de responsabilité, de participation et d'efficacité comme piliers d'une gestion publique efficace [10]. Selon cette théorie, les TIC peuvent agir comme des catalyseurs pour instaurer ces principes dans les systèmes administratifs. En automatisant les processus et en rendant les informations publiques accessibles, les logiciels d'e-gouvernance répondent directement aux objectifs de la bonne gouvernance.
2. *Approche sociotechnique de l'innovation numérique* : Cette approche considère que l'introduction de nouvelles technologies dans un système social ne peut être efficace que si elle tient compte des dimensions humaines, culturelles et organisationnelles [11]. En RDC, où la méfiance envers les institutions publiques est élevée et où les infrastructures technologiques sont limitées, cette approche souligne l'importance d'un

accompagnement institutionnel et d'une adaptation culturelle pour garantir le succès des initiatives d'e-gouvernance.

Ces théories fournissent un cadre analytique pour comprendre comment les logiciels d'e-gouvernance peuvent transformer les relations entre les citoyens et le gouvernement. Elles mettent également en évidence les défis potentiels, tels que la résistance au changement ou les limites technologiques, qui pourraient entraver la mise en œuvre de ces outils en RDC.

III. Situation de la transparence dans l'administration publique en RDC.

III.1. État des lieux en RDC.

La transparence dans l'administration publique de la République Démocratique du Congo (RDC) reste un défi considérable, caractérisé par des niveaux élevés de corruption, des processus administratifs opaques, et une faible redevabilité. Selon *l'Indice de Perception de la Corruption (CPI)* publié par *Transparency International*, la RDC figure régulièrement parmi les pays les plus corrompus au monde, occupant les rangs les plus bas en Afrique subsaharienne [1]. En 2022, la RDC se classait 166e sur 180 pays, avec un score de 20/100, bien en deçà de la moyenne régionale [2]. Ces chiffres illustrent un problème systémique de manque de transparence et de mauvaise gouvernance. L'administration publique congolaise est en grande partie confrontée à des dysfonctionnements majeurs qui compromettent son efficacité.

Premièrement, les mécanismes de gestion budgétaire sont souvent opaques, ce qui rend difficile pour les citoyens de savoir comment les fonds publics sont alloués et dépensés. Les audits gouvernementaux, lorsqu'ils existent, ne sont pas toujours publiés, et les citoyens ont peu de moyens pour accéder aux informations financières de l'État [3]. Deuxièmement, la corruption endémique au sein des institutions publiques constitue un obstacle majeur à la transparence. Elle s'exprime par des pratiques telles que les pots-de-vin, la falsification de documents administratifs et le détournement des fonds publics [4]. Enfin, les faibles capacités institutionnelles, notamment un manque de professionnalisme et d'éthique parmi les fonctionnaires, aggravent cette situation. Ces problèmes ne sont pas seulement un frein au développement, mais ils alimentent également une méfiance généralisée des citoyens envers les institutions publiques. Cette défiance mine la légitimité de l'État et réduit la volonté des citoyens de participer activement à la gouvernance.

III.2. Initiatives existantes en matière d'e-gouvernance

Malgré les défis, des efforts notables ont été réalisés pour intégrer les TIC dans l'administration publique congolaise afin de renforcer la transparence. Parmi les projets pilotes ou initiatives en cours, on peut citer le lancement du système de gestion électronique des taxes et des douanes connues sous le nom de *Système Informatisé de Gestion des Taxes et Redevances*. Ce système vise à réduire les interactions humaines dans la collecte des taxes, minimisant ainsi les opportunités de corruption [5]. Un autre exemple est l'introduction de la carte biométrique pour les fonctionnaires, destinée à lutter contre le phénomène des agents fictifs dans la fonction publique. Ce projet, initié par le gouvernement en partenariat avec des entreprises privées, permet de rationaliser la masse salariale et de garantir que les paiements sont effectués aux véritables bénéficiaires [6]. En outre, des portails numériques pour l'accès à l'information publique ont été développés, bien que leur impact reste limité en raison de problèmes d'accessibilité et de sensibilisation.

La RDC bénéficie également de partenariats avec des organisations internationales pour appuyer ses initiatives d'e-gouvernance. Par exemple, la Banque Mondiale a financé plusieurs projets visant à moderniser les infrastructures numériques et les systèmes de gestion des finances publiques à travers le Programme de Gouvernance et d'Amélioration des Services Publics [7]. De même, l'Organisation des Nations Unies (ONU) collabore avec le gouvernement congolais pour promouvoir l'e-gouvernance à travers son programme « *Smart Africa* », qui vise à accélérer la transformation numérique en Afrique [8]. Ces partenariats offrent des opportunités importantes pour renforcer les capacités institutionnelles et techniques de la RDC. Cependant, ces initiatives restent largement fragmentées et n'ont pas encore atteint un niveau de maturité suffisant pour générer un impact significatif sur la transparence administrative.

III.3. Principaux obstacles à la transparence en RDC

Malgré les progrès réalisés, plusieurs obstacles structurels limitent la capacité de la RDC à améliorer la transparence à travers les TIC :

1. *Infrastructure numérique limitée* : L'accès à Internet en RDC est l'un des plus faibles au monde, avec une couverture limitée principalement aux zones urbaines. En 2022, seulement 19 % de la population avait accès à Internet, ce qui exclut une grande partie des citoyens des initiatives d'e-gouvernance [9]. De plus, les coupures fréquentes d'électricité, le coût élevé des données mobiles et le manque de connectivité dans les zones rurales compliquent davantage l'adoption des TIC dans l'administration publique.

2. *Résistance au changement au sein de l'administration* : Une partie importante des fonctionnaires congolais montre une réticence à adopter les nouveaux systèmes numériques. Cette résistance est souvent motivée par la peur de perdre des opportunités de corruption ou par un manque de compréhension des avantages des technologies. En outre, les changements technologiques sont parfois perçus comme des menaces par les élites politiques, qui craignent une perte de contrôle sur les processus administratifs [10].

3. *Manque de compétences numériques chez les fonctionnaires* : La majorité des fonctionnaires en RDC manque de compétences de base en informatique, ce qui freine l'adoption des logiciels d'e-gouvernance. Les formations proposées restent insuffisantes pour répondre aux besoins croissants en compétences techniques, et les outils numériques déjà en place ne sont souvent pas pleinement utilisés [11].

Ces défis combinés ralentissent l'impact des initiatives d'e-gouvernance sur la transparence et soulignent la nécessité d'une approche intégrée pour moderniser l'administration publique.

IV. Apports des logiciels d'e-gouvernance à la transparence administrative

IV.1. Amélioration de l'accès à l'information publique

L'un des principaux apports des logiciels d'e-gouvernance est l'amélioration significative de l'accès à l'information publique. En rendant disponibles des données fiables et actualisées sur des plateformes numériques, ces outils permettent aux citoyens de suivre les activités du gouvernement, notamment les budgets, les dépenses publiques et les politiques en cours. Un exemple pertinent est la création de portails web pour la publication des budgets et des rapports financiers. Ces plateformes garantissent que les citoyens, les médias et les organisations de la société civile puissent accéder en temps réel aux informations sur l'allocation et l'utilisation des fonds publics. Au Ghana, le portail *GIFMIS* (*Ghana Integrated Financial Management Information System*), lancé avec le soutien de la Banque Mondiale, permet une gestion budgétaire transparente en offrant une visibilité complète sur les flux financiers du gouvernement [1]. Ce système a non seulement amélioré la transparence, mais aussi renforcé la confiance des citoyens envers les institutions publiques.

Au Kenya, le portail *IFMIS* (*Integrated Financial Management Information System*), qui publie des données budgétaires en ligne, a réduit de manière significative les malversations dans les finances publiques. Ce système permet aux citoyens et aux organismes de surveillance d'examiner les budgets, d'identifier les incohérences et de demander des comptes [2]. Ces cas d'étude démontrent que l'adoption de tels portails en République Démocratique du Congo (RDC) pourrait avoir un impact similaire, en permettant de suivre les dépenses publiques et en réduisant les opportunités de détournement de fonds.

IV.2. Réduction des opportunités de corruption

L'un des objectifs centraux des logiciels d'e-gouvernance est de réduire la corruption administrative en automatisant les processus, ce qui limite les interactions humaines susceptibles de favoriser les pratiques corruptives. Par exemple, les systèmes numériques de paiement des taxes et impôts éliminent le besoin d'intermédiaires, réduisant ainsi les opportunités de pots-de-vin et de falsification des documents. Au Rwanda, la plateforme numérique « *Irembo* », utilisée pour délivrer des services publics tels que les certificats de naissance et de mariage, a réduit de manière drastique les cas de corruption dans les processus administratifs. En passant par des systèmes entièrement automatisés, les citoyens peuvent effectuer des paiements en ligne, rendant les transactions transparentes et traçables [3]. Un autre exemple est celui de l'*Inde* avec le système *GeM* (*Government e-Marketplace*), une plateforme numérique utilisée pour les marchés publics. Ce système permet aux entreprises de soumissionner en ligne pour des contrats publics, éliminant ainsi les pratiques de favoritisme et de collusion [4]. En RDC, l'introduction d'un système similaire pour la gestion des marchés publics pourrait avoir un impact transformateur en réduisant les risques de fraude et en augmentant la transparence dans l'attribution des contrats gouvernementaux.

IV.3. Renforcement de la redevabilité administrative

Les logiciels d'e-gouvernance renforcent également la redevabilité administrative en permettant un suivi en temps réel des projets publics. Les tableaux de bord numériques, par exemple, offrent une vue d'ensemble des progrès réalisés dans les projets financés par l'État. Ces outils permettent non seulement aux décideurs politiques de surveiller les performances, mais aussi aux citoyens de demander des comptes lorsque les résultats ne sont pas atteints.

En *Afrique du Sud*, le tableau de bord numérique du projet *Open Budget Portal* permet aux citoyens et aux organisations de surveiller la mise en œuvre des projets publics et d'évaluer si les fonds sont utilisés de manière efficace [5]. Ce type d'initiative a permis de réduire les retards dans la livraison des infrastructures et d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques. En outre, les plateformes de feedback citoyen jouent un rôle crucial dans le renforcement de la transparence. Par exemple, en *Inde*, l'application « *MyGov* » permet aux citoyens de signaler des problèmes, de participer à des consultations publiques et de soumettre des évaluations sur les services reçus [6]. Une initiative similaire pourrait être adaptée en RDC pour renforcer la communication entre le gouvernement et les citoyens tout en collectant des données pour améliorer les services publics.

IV.4. Participation citoyenne

L'un des avantages majeurs des logiciels d'e-gouvernance est leur capacité à encourager la participation citoyenne à travers des plateformes collaboratives. Ces outils permettent aux citoyens de s'impliquer directement dans les processus décisionnels, d'exprimer leurs opinions sur les politiques publiques et de contribuer à la planification des projets. Au *Sénégal*, la plateforme « *Sunubudget* » offre aux citoyens la possibilité de consulter et de commenter les budgets publics, favorisant ainsi une gouvernance participative [7]. Cette initiative a permis d'améliorer la transparence et de renforcer l'engagement des citoyens dans la gestion des ressources publiques. Un autre exemple notable est celui de l'Estonie, où la plateforme numérique « *e-Estonia* » permet aux citoyens de participer à des consultations publiques en ligne, de voter lors des élections et d'accéder à des services publics entièrement numérisés [8]. Ces initiatives montrent que l'e-participation, lorsqu'elle est bien structurée, peut renforcer la légitimité des décisions publiques et améliorer la confiance des citoyens envers le gouvernement. En RDC, la création de plateformes similaires pourrait combler le fossé entre les citoyens et le gouvernement. En donnant aux citoyens une voix dans les processus décisionnels, ces outils contribueraient à renforcer la redevabilité et à promouvoir une gouvernance inclusive.

V. Défis et limites de la mise en œuvre en RDC

V. 1. Défis institutionnels et politiques

Un des principaux obstacles à l'adoption des logiciels d'e-gouvernance en RDC réside dans les défis institutionnels et politiques. Tout d'abord, le *manque de volonté politique* pour soutenir et institutionnaliser les outils numériques freine considérablement leur mise en œuvre. Dans de nombreux cas, les dirigeants et les hauts fonctionnaires perçoivent ces technologies comme des menaces potentielles à leur pouvoir, car elles introduisent une transparence qui expose les pratiques corruptives et inefficaces [1]. L'absence de cadres juridiques solides pour réguler l'e-gouvernance aggrave la situation, rendant difficile la mise en place de systèmes numériques robustes et durables. Par ailleurs, le risque de détournement ou d'utilisation partisane des logiciels constitue un autre défi. Les plateformes numériques, au lieu de promouvoir la transparence, peuvent être exploitées pour des gains politiques, comme la manipulation de données ou l'exclusion de certaines populations dans les processus administratifs. Des cas similaires ont été observés au Zimbabwe, où des systèmes numériques ont été accusés d'être biaisés en faveur de certaines élites politiques [2].

En RDC, ces risques sont amplifiés par une gouvernance déjà marquée par des pratiques clientélistes. Enfin, l'instabilité politique et les conflits persistants dans certaines régions de la RDC créent un environnement où les réformes administratives, y compris la mise en œuvre de l'e-gouvernance, sont reléguées au second plan. Les priorités gouvernementales sont souvent orientées vers la gestion des crises immédiates, au détriment des investissements à long terme dans les infrastructures numériques.

V. 2. Contraintes technologiques

La RDC est confrontée à d'importantes contraintes technologiques qui limitent la mise en œuvre efficace des logiciels d'e-gouvernance. La faible couverture Internet est l'un des principaux défis. En 2022, seulement 19

% de la population congolaise avait accès à Internet, et cette couverture est largement concentrée dans les zones urbaines comme Kinshasa et Lubumbashi [3]. Dans les zones rurales, où vivent plus de 70 % de la population, les infrastructures de connectivité sont quasi inexistantes, ce qui rend impossible l'accès aux plateformes numériques. Les problèmes récurrents d'approvisionnement en électricité aggravent encore davantage la situation. La RDC, malgré son potentiel hydroélectrique énorme, a l'un des taux d'électrification les plus faibles au monde, avec moins de 10 % de la population ayant accès à une source fiable d'électricité [4]. Cette situation empêche non seulement le fonctionnement continu des systèmes numériques dans les institutions publiques, mais décourage également les citoyens et les entreprises d'adopter ces technologies.

En outre, le coût élevé des logiciels et de leur maintenance constitue un autre obstacle majeur. Les solutions d'e-gouvernance nécessitent des investissements importants, non seulement pour leur développement ou leur acquisition, mais aussi pour leur mise à jour régulière, leur sécurisation et leur maintenance. Dans un pays où les ressources financières publiques sont limitées et souvent détournées, ces coûts deviennent un frein majeur. À titre de comparaison, l'Ouganda, avec un budget plus structuré et une infrastructure numérique mieux développée, a dû faire face à des défis similaires en introduisant son système IFMIS (Integrated Financial Management System) [5].

V.3. Acceptabilité sociale et culturelle

L'acceptabilité sociale et culturelle des technologies numériques représente un défi significatif en RDC. Beaucoup de citoyens, en particulier dans les zones rurales et parmi les populations âgées, affichent une méfiance envers les nouvelles technologies. Cette méfiance est alimentée par un manque d'information sur les avantages potentiels des outils numériques et par une perception selon laquelle ces technologies pourraient être utilisées pour surveiller ou exploiter les citoyens. Un autre facteur est le faible niveau de littératie numérique parmi les citoyens congolais. La majorité de la population n'a pas accès à une éducation de base sur l'utilisation des TIC, ce qui limite leur capacité à interagir avec les systèmes numériques.

Par exemple, une étude récente a révélé que moins de 15 % des Congolais savent utiliser des plateformes numériques de base, comme les portails en ligne pour les services publics ou les applications mobiles [6]. Ce manque de compétences limite non seulement l'adoption des logiciels d'e-gouvernance, mais réduit également leur impact potentiel sur la transparence. Enfin, les inégalités linguistiques et régionales jouent également un rôle important. Les logiciels d'e-gouvernance nécessitent souvent une adaptation culturelle et linguistique pour être accessibles à une population diversifiée comme celle de la RDC, où plus de 200 langues sont parlées [7]. Une incapacité à répondre à cette diversité pourrait aggraver les disparités existantes.

V.4. Comparaison avec des pays similaires

L'expérience d'autres pays africains présentant des défis similaires offre des leçons précieuses pour la RDC. Par exemple, le Kenya a réussi à surmonter certains défis institutionnels et technologiques grâce à une volonté politique forte et à des partenariats stratégiques avec des organisations internationales. La plateforme « *eCitizen* », qui offre des services publics en ligne, a été largement adoptée grâce à une campagne de sensibilisation efficace et à des investissements ciblés dans les infrastructures numériques [8].

En revanche, des échecs comme celui du système IFMIS au Nigéria illustrent l'importance de la planification et de la formation. Dans le cas nigérian, des problèmes liés à la corruption, au manque de compétences techniques et à une résistance institutionnelle ont entravé le succès initial du système [9]. Ces expériences montrent que la simple introduction de logiciels d'e-gouvernance ne suffit pas ; des mécanismes solides de suivi et d'évaluation sont essentiels pour garantir leur succès. Dans le contexte de la RDC, des initiatives telles que le Projet de Gouvernance et d'Amélioration des Services Publics (PAGOSP), financé par la Banque Mondiale, pourraient fournir une base pour intégrer les meilleures pratiques observées dans d'autres pays tout en adaptant les solutions aux réalités locales [10].

VI. Perspectives et recommandations.

VI.1. Renforcement des infrastructures numériques

L'un des premiers leviers pour la mise en œuvre réussie des logiciels d'e-gouvernance en République Démocratique du Congo (RDC) réside dans le renforcement des infrastructures numériques. Actuellement, la RDC souffre d'une faible connectivité Internet, avec un taux de pénétration de seulement 19 % en 2022, et d'un accès limité à une électricité fiable [1]. Ces lacunes technologiques freinent considérablement l'adoption des

technologies numériques dans l'administration publique et au sein de la population. Pour y remédier, il est essentiel d'investir massivement dans l'Internet haut débit et les infrastructures énergétiques. L'expansion des réseaux de fibre optique, comme l'initiative "Central Africa Backbone", pourrait améliorer l'accès à Internet à des coûts compétitifs tout en augmentant la couverture dans les zones rurales [2]. De même, le développement des sources d'énergie renouvelable, telles que l'énergie solaire, peut pallier les déficits d'approvisionnement en électricité dans les régions éloignées. Les partenariats public-privé (PPP) représentent une voie prometteuse pour financer ces infrastructures. À titre d'exemple, le Kenya a utilisé des PPP pour développer son réseau national de fibre optique, en réduisant les coûts pour l'État tout en attirant des investissements privés [3]. En RDC, des partenariats similaires pourraient permettre au gouvernement de combiner les ressources publiques limitées avec l'expertise technique et financière du secteur privé.

VI.2. Formation et sensibilisation

La formation constitue un autre pilier crucial pour le succès des initiatives d'e-gouvernance. La RDC doit mettre en place des programmes de formation ciblés pour améliorer les compétences numériques des fonctionnaires. Une enquête récente a révélé que la plupart des agents publics congolais manquent de connaissances de base en informatique, ce qui limite leur capacité à adopter et à utiliser efficacement les logiciels d'e-gouvernance [4]. Ces formations pourraient inclure des modules sur la gestion des données, la cybersécurité et l'utilisation des outils numériques dans les processus administratifs. En parallèle, des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens sont nécessaires pour promouvoir l'importance de la transparence et de l'utilisation des TIC.

Cela inclut la mise en œuvre d'initiatives communautaires pour éduquer la population sur les avantages des plateformes numériques. Par exemple, en Inde, le programme « *Digital India* » a utilisé des campagnes médiatiques et des ateliers de sensibilisation pour améliorer la littérature numérique et inciter les citoyens à utiliser les portails gouvernementaux [5]. Un accent particulier devrait être mis sur l'éducation des jeunes et des groupes marginalisés, tels que les femmes et les populations rurales, afin de garantir une inclusion numérique équitable. En RDC, une approche similaire pourrait réduire l'écart numérique et encourager une participation plus large à l'e-gouvernance.

VI.3. Renforcement de la gouvernance institutionnelle

Un cadre institutionnel robuste est indispensable pour garantir le succès des initiatives numériques. La RDC doit créer un cadre juridique solide pour encadrer les pratiques numériques, en mettant l'accent sur la protection des données et la cybersécurité. Actuellement, l'absence de lois adaptées rend les données gouvernementales vulnérables et limite la confiance des citoyens dans les systèmes numériques [6]. Une loi similaire au "Data Protection Act" adopté par le Kenya en 2019, qui régule la collecte et l'utilisation des données personnelles, pourrait être introduite en RDC pour assurer une gouvernance transparente et éthique des informations numériques. La mise en place d'une autorité indépendante pour superviser les initiatives numériques est également essentielle. Cette institution pourrait être chargée de surveiller la mise en œuvre des logiciels d'e-gouvernance, d'évaluer leur impact et de garantir qu'ils ne sont pas détournés à des fins partisans. En Estonie, l'« *e-Governance Academy* » joue un rôle clé dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des initiatives numériques. Une structure similaire en RDC pourrait fournir une expertise technique tout en favorisant une gestion impartiale des ressources numériques [7].

VI.4. Expérimentation et adaptation locale

La RDC, compte tenu de sa diversité géographique et culturelle, bénéficierait d'une approche basée sur l'expérimentation et l'adaptation locale. Plutôt que d'adopter une stratégie uniforme pour tout le pays, il serait pertinent de lancer des projets pilotes dans des régions prioritaires. Ces projets pourraient servir de laboratoires pour tester et affiner les solutions numériques avant leur déploiement à l'échelle nationale. Par exemple, la numérisation des services publics pourrait être d'abord testée dans des villes comme Kinshasa ou Lubumbashi, où l'infrastructure de base est plus développée, avant d'être étendue aux zones rurales. Les logiciels d'e-gouvernance doivent également être adaptés aux réalités socioculturelles du pays. Cela inclut la traduction des plateformes numériques dans les langues locales pour garantir leur accessibilité à tous les citoyens. En Ouganda, la plateforme numérique des services publics a été traduite en plusieurs langues locales, ce qui a considérablement augmenté son adoption [8]. Une approche similaire en RDC pourrait réduire les barrières linguistiques et améliorer l'acceptation des logiciels. Enfin, il est essentiel d'intégrer les retours des utilisateurs dans le processus de développement des logiciels. Les citoyens et les fonctionnaires doivent être consultés régulièrement pour identifier les besoins spécifiques et les défis rencontrés lors de l'utilisation des plateformes numériques. Cela garantirait que les solutions proposées répondent véritablement aux attentes des parties prenantes.

VII. Conclusion

Les logiciels d'e-gouvernance (gouvernance électronique) représentent une opportunité unique pour transformer l'administration publique en RDC, en répondant aux défis chroniques de transparence et d'efficacité. En exploitant les technologies de l'information et de la communication (TIC), ces outils numériques offrent des solutions concrètes pour améliorer l'accès à l'information publique, réduire les opportunités de corruption, renforcer la redevabilité administrative et favoriser la participation citoyenne. D'une part, l'intégration de portails numériques pour la gestion des budgets publics ou la publication des données financières permet de rendre les processus gouvernementaux plus transparents. Cela offre aux citoyens et aux organisations de la société civile des moyens efficaces pour surveiller les actions de l'État et exiger des comptes. D'autre part, l'automatisation des processus administratifs, comme le paiement des taxes ou la gestion des marchés publics, réduit considérablement les risques de corruption liés aux interactions humaines, tout en rendant les services publics plus accessibles et efficaces [1]. Ces transformations contribuent directement à renforcer la confiance des citoyens envers leurs institutions. Une administration plus ouverte et transparente permet non seulement de restaurer cette confiance, mais également de stimuler l'engagement des citoyens dans les processus de gouvernance. Par ailleurs, l'adoption des logiciels d'e-gouvernance offre un potentiel énorme pour améliorer les performances administratives, notamment en réduisant les coûts opérationnels, en accélérant les délais de traitement et en optimisant l'allocation des ressources publiques [2]. Toutefois, comme le démontre l'analyse, ces apports ne peuvent être pleinement réalisés qu'en surmontant les défis institutionnels, technologiques et culturels. La RDC doit prioriser les investissements dans les infrastructures numériques, renforcer la formation des fonctionnaires et des citoyens, et mettre en place un cadre juridique robuste pour encadrer les pratiques numériques.

Pour permettre une mise en œuvre réussie des logiciels d'e-gouvernance, une collaboration internationale s'avère essentielle. La RDC peut bénéficier du soutien technique et financier des organisations internationales telles que la Banque Mondiale, l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), et les agences des Nations Unies, qui ont déjà accompagné d'autres pays en développement dans leur transition numérique. Des partenariats bilatéraux avec des pays ayant une expérience réussie dans l'e-gouvernance, comme l'Estonie ou le Rwanda, pourraient également offrir des opportunités de transfert de connaissances et de technologies [3]. Il est également crucial d'intégrer la RDC dans des initiatives régionales telles que *Smart Africa*, qui vise à promouvoir l'inclusion numérique et l'innovation technologique à travers le continent. Une participation active à de telles plateformes permettrait à la RDC de bénéficier d'un cadre coordonné pour développer et harmoniser ses politiques numériques avec celles de ses voisins [4]. En outre, les impacts à long terme des logiciels d'e-gouvernance sur la transparence administrative nécessitent une évaluation continue et des recherches approfondies. Les futures études pourraient examiner les aspects suivants : l'efficacité des logiciels dans la lutte contre la corruption, leur impact sur l'inclusion numérique des populations marginalisées, et leur contribution au développement économique local. Ces recherches offriraient non seulement des données empiriques pour ajuster les stratégies existantes, mais également des enseignements précieux pour d'autres pays en quête de transformation numérique. Enfin, la transition numérique de la RDC doit être perçue comme une dynamique continue. Les TIC évoluent rapidement, et la RDC devra s'adapter aux innovations technologiques futures tout en s'assurant que ces outils servent les objectifs de bonne gouvernance, de développement durable et d'équité sociale. En tirant parti des leçons apprises et en adoptant une approche inclusive et collaborative, la RDC peut construire un modèle d'administration publique exemplaire, à même de répondre aux aspirations de ses citoyens pour un avenir plus transparent, équitable et prospère.

Références bibliographiques

- [1] Banque Mondiale. Document d'évaluation du projet : PAGOSP. Washington, DC : Banque Mondiale; 2021.
- [2] Banque Mondiale. Le rôle des technologies numériques dans l'administration publique. Washington, DC : Publications de la Banque Mondiale; 2021.
- [3] Banque Mondiale. Programme Central Africa Backbone : Étendre la connectivité en Afrique subsaharienne. Washington, DC : Banque Mondiale; 2022.
- [4] Banque Mondiale. Rapport sur la gouvernance en Afrique subsaharienne. 2022.
- [5] Banque Mondiale. Réforme du secteur public en RDC. Washington, DC : Banque Mondiale; 2021.
- [6] Chêne M. Initiatives de gouvernance électronique et de lutte contre la corruption au Zimbabwe. U4 Anti-Corruption Resource Center; 2021.
- [7] Conseil de Développement du Rwanda. Plateforme numérique Irembo. Kigali : RDB; 2021.
- [8] E-Estonie. Feuille de route pour une société numérique. Tallinn : Gouvernement estonien; 2021.
- [9] Ethnologue. Langues de la RDC. Dallas, TX : SIL International; 2022.
- [10] Freedom House. Liberté sur Internet 2022 : RDC. Disponible sur : www.freedomhouse.org.
- [11] Gouvernement de l'Inde. Rapport annuel sur le marché électronique gouvernemental (GeM). New Delhi : Ministère du Commerce; 2022.
- [12] Gouvernement du Kenya. Présentation de la plateforme eCitizen. Nairobi : Gouvernement du Kenya; 2021.
- [13] Institut National de la Statistique RDC. Rapport sur la littérature numérique en RDC. Kinshasa : INS; 2021.

- [14] Ministère de la Fonction Publique RDC. Introduction de la biométrie dans la gestion des agents publics. Rapport interne, 2022.
- [15] Ministère de l'Électronique et des TIC, Inde. Digital India : Autonomiser les citoyens grâce à la technologie. New Delhi : Gouvernement de l'Inde; 2021.
- [16] Ministère des Finances RDC. Rapport annuel sur la mise en œuvre du SIGTR. Kinshasa : 2022.
- [17] Ministère des TIC du Nigéria. Défis de la mise en œuvre d'IFMIS. Abuja : Min. Finances; 2020.
- [18] PNUD. Inclusion numérique et stratégies locales d'adaptation en Afrique. Rapport 2021.
- [19] PNUD. Renforcement de la gouvernance dans les États fragiles : Le cas de la RDC. Rapport 2021.
- [20] Portail Budget Ouvert. Promouvoir la transparence en Afrique du Sud. [Disponible sur : www.openbudget.co.za].
- [21] Secrétariat IFMIS Ouganda. Leçons tirées de la mise en œuvre des systèmes financiers numériques. Kampala : IFMIS Ouganda; 2020.
- [22] Smart Africa. Faire progresser la gouvernance numérique à travers l'Afrique. Kigali : UA; 2020.
- [23] Sunubudget Sénégal. Aperçu de la plateforme. Dakar : Gouvernement du Sénégal; 2022.
- [24] Transparency International. Défis de la gouvernance numérique en Afrique subsaharienne. Disponible sur : www.transparency.org.
- [25] Trésor du Kenya. Histoires de succès d'IFMIS. Nairobi : Gouvernement du Kenya; 2021.
- [26] Union Internationale des Télécommunications. Rapport mondial sur le développement des TIC. 2022. Genève : UIT.
- [27] YENDE R.G., et al., Management numérique comme levier du développement des entreprises modernes: Transformation, Compétitivité, et Décision Data-driven. IJFMR, Sept 2024 ; 6(5):1-21